

Paris, le 12 mai 2020

n° 6167/SG

à

Mesdames et messieurs les ministres

Objet : prolongation et adaptation des mesures prises pour lutter contre la diffusion du covid-19 en matière de contrôle aux frontières - métropole et collectivités d'outre-mer

La présente instruction reconduit les mesures de contrôle aux frontières extérieures et intérieures énoncées dans mes instructions des 18 mars et 15 avril derniers, en y apportant certaines modifications décrites ci-après.

Au sens de la présente instruction, l'espace européen inclut les Etats-membres de l'Union européenne (UE), le Royaume-Uni, la Suisse, la Norvège, l'Islande, Monaco, le Saint-Siège, le Liechtenstein, Andorre et Saint-Marin.

1. CONTROLE AUX FRONTIERES EXTERIEURES :

Les restrictions à l'entrée des personnes en provenance de l'extérieur de l'espace européen, définies en coordination avec nos partenaires de l'UE et précisées dans mes instructions des 18 mars et 15 avril derniers, demeurent applicables jusqu'à nouvel ordre.

Il est précisé que le transit de moins de 24 h des ressortissants étrangers munis du titre de voyage vers leur destination finale, sans entrée sur le territoire national, est autorisé.

La loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions, permet que les personnes admises sur le territoire national fassent l'objet d'une mesure de quatorzaine, dans les conditions prévues aux articles L.3131-15 et L. 3131-17 du code de la santé publique. Ces mesures seront appliquées aux seules personnes ayant séjourné dans une région pouvant être considérée comme une zone de circulation de l'infection, dès que le cadre réglementaire d'application de la nouvelle loi sera en vigueur : décret en Conseil d'Etat, décret simple et arrêté du ministre des solidarités et de la santé établissant la liste de ces zones. La France travaille avec ses partenaires pour que cette liste soit harmonisée au sein de l'espace Schengen.

2. CONTROLE AUX FRONTIERES INTERIEURES :

La France a prolongé ses contrôles aux frontières intérieures jusqu'au 31 octobre 2020, notamment en raison du risque sanitaire lié au covid-19. Des contrôles peuvent donc être effectués par les services compétents aux points de passage autorisés.

En raison de la situation sanitaire, et jusqu'au 15 juin, sans préjudice de prorogations ultérieures, ces contrôles donnent lieu au prononcé de refus d'entrée, à l'exception :

- des ressortissants de l'UE et des ressortissants britanniques, islandais, liechtensteinois, norvégiens, andorrans, monégasques, suisses, du Saint-Siège et de Saint-Marin, ayant leur résidence principale en France ou qui rejoignent, en transit par la France, le pays dont ils sont le national ou le résident, ainsi que de leur conjoint et de leurs enfants ;
- des ressortissants des pays tiers qui résident en France, ainsi que de leurs conjoints et enfants ;
- des personnels des missions diplomatiques et consulaires, ainsi que des organisations internationales ayant leur siège ou un bureau en France, de même que leurs conjoint et enfants ;
- des professionnels de santé étrangers concourant à la lutte contre le covid-19 ;
- des équipages et personnels étrangers exploitant des vols passagers et cargo, ou voyageant comme passagers pour se positionner sur leur base de départ ;
- des ressortissants étrangers qui assurent le transport international de marchandises, dont les marins ;
- des marins qui exercent sur les navires de pêche ;
- des travailleurs frontaliers ;
- des déplacements justifiés par l'exercice du droit de garde, de visite ou d'hébergement d'un enfant ou la poursuite de la scolarité, visite à un parent dans un EHPAD ou à un enfant dans une institution spécialisée.

La loi du 11 mai 2020 précitée rend possibles les mesures de quatorzaine visant les ressortissants nationaux, les ressortissants d'un pays membre de l'UE ou d'un pays tiers, entrant en France, y compris en provenance de l'intérieur de l'espace européen. A ce stade, compte tenu de l'évolution actuelle de l'épidémie, et au regard, d'une part, de l'alignement des mesures sanitaires dans les pays européens et, d'autre part, de la coordination européenne en place s'agissant des frontières extérieures, ces mesures ne seront pas appliquées à l'intérieur de cet espace, aux personnes énumérées ci-dessus.

Vous recevrez une instruction séparée, dans les jours qui viennent, sur les conditions particulières, définies en fonction des exigences sanitaires et des dispositions prises par nos partenaires européens, selon lesquelles les exceptions énumérées au présent 2 pourront s'étendre :

- aux travailleurs saisonniers agricoles, ressortissants d'un pays membre de l'UE, munis d'un contrat de travail conclu avec une entreprise établie en France ;
- aux travailleurs, ressortissants d'un pays de l'UE, dont la mission en détachement ne peut être reportée et correspond à un motif économique impérieux attesté par l'employeur.

3. ATTESTATION DE DEPLACEMENT INTERNATIONAL :

Afin de faciliter la réalisation des contrôles aux frontières extérieures et intérieures, il est imposé à toute personne susceptible d'être admise à entrer en France sur le fondement de l'une des exceptions mentionnées ci-dessus, de détenir une attestation de déplacement international dérogatoire dont les modèles sont disponibles sur le site internet du ministère de l'intérieur. Cette attestation doit être produite lors des contrôles aux frontières, accompagnée des justificatifs nécessaires selon l'exemption invoquée. En cas de trajet via une compagnie de transport, le défaut de cette attestation peut conduire la compagnie à refuser l'embarquement.

Il est précisé que les personnes qui assurent le transport international de marchandises par voie routière sont dispensées de présenter cette attestation. Elles doivent néanmoins être munies du certificat européen pour les travailleurs du transport international mis en place par la Commission européenne dans sa communication du 23 mars 2020 sur la mise en œuvre des voies vertes. Ce certificat est délivré par l'employeur. Cela s'applique tant aux ressortissants français qui reviennent en France, qu'aux professionnels étrangers qui entrent sur le territoire.

S'agissant des travailleurs frontaliers, l'attestation de déplacement international doit être regardée comme ayant la même durée de validité que l'attestation de l'employeur qui l'accompagne. Elle n'a donc pas à être renouvelée à chaque passage de la frontière.

Les personnes entrées en France au titre du 1 ou du 2 de la présente instruction, doivent respecter les règles applicables en matière de restriction des déplacements, en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur. L'attestation relative aux déplacements de plus de 100 km prévoira ce cas de figure ; les personnes concernées doivent gagner leur lieu de résidence par la voie la plus directe.

4. CONTROLES A L'ENTREE DES COLLECTIVITES D'OUTRE-MER :

Le contrôle sanitaire à l'entrée des territoires d'outre-mer fait l'objet de mesures très strictes : interdiction d'entrée dans ces territoires, sauf motifs familiaux ou professionnels de nature impérieuse précisés par mesure réglementaire, et mise en quatorzaine des personnes arrivant par dérogation. Dans ce cas, ces personnes produisent une attestation spécifique pour le déplacement outre-mer.

Pour ce qui concerne la mise en quatorzaine, à titre conservatoire et dans l'attente de la publication du cadre réglementaire d'application de la loi du 11 mai précitée, les préfets et hauts-commissaires inviteront les personnes arrivant dans les collectivités d'outre-mer à effectuer une quatorzaine en site collectif, en s'appuyant sur l'organisation pratique et matérielle d'ores et déjà mise en œuvre dans ces territoires.

Pour les étudiants ultramarins se trouvant actuellement en métropole et souhaitant regagner une collectivité d'outre-mer, des quatorzaines pourront être mises en œuvre dans l'hexagone lorsque les territoires concernés ne disposent pas de capacités suffisantes en la matière.



Edouard PHILIPPE

